



HAL
open science

Le football investi par les capitaux : de nouvelles règles du jeu ?

Patrick Mignon

► **To cite this version:**

Patrick Mignon. Le football investi par les capitaux : de nouvelles règles du jeu ?. Revue Esprit, 1999, 249, pp.121-133. hal-02045016

HAL Id: hal-02045016

<https://insep.hal.science//hal-02045016>

Submitted on 21 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le football investi par les capitaux : de nouvelles règles du jeu ?

Patrick MIGNON

(Article paru dans : ESPRIT, janvier 1999, n°249, pp. 121-133)

L'ÉTÉ 1998 a été très sportif, un de ces moments où le sport échappe à ses spécialistes habituels pour devenir phénomène de société ou problème de société invitant à une mobilisation. Les événements de la Coupe du monde, du hooliganisme aux célébrations du 12 juillet, puis la révélation d'affaires de dopage et l'offensive des grands groupes de médias sur les clubs et les compétitions européennes ont mis bien évidemment le football au centre des débats. La question la plus prégnante est sans doute celle du risque que fait courir la rationalisation économique du football à une culture caractérisée par l'incertitude fondamentale et par la logique identificatoire qui lie une équipe, nationale ou de club, et un territoire, tout ce qui fonde les analyses des historiens, sociologues et anthropologues du football. Le regard de plus en plus soutenu porté sur le sport, de la part des chercheurs comme des journalistes, s'accompagne éventuellement d'un appel à la régulation, très sensible à propos du dopage, mais tout aussi crucial pour ce qui concerne par exemple la médiatisation, où l'interrogation porte sur la meilleure manière de maintenir l'équilibre entre la reconnaissance du sport comme activité économique et en même temps comme porteur, à travers les règles sportives, des valeurs des sociétés démocratiques et des règles du vivre-ensemble.

Les projets nouveaux d'un été de football

On peut interpréter l'histoire du football comme une succession de compromis entre différents acteurs. Jusqu'aux années 1980, il y a une certaine stabilité des rapports entre le football et le monde économique en termes de vision du monde. L'équilibre provient du compromis établi entre les fédérations garantes des intérêts du sport et les clubs professionnels, organisés en ligues, qui défendent sa dimension commerciale. Il y a ainsi une loi du sport qui s'impose à tous et il est de l'intérêt de tous que cette loi existe, notamment cette idée qu'il faut garantir l'existence du football à tous les niveaux et qu'il faut assurer un lien entre tous ces niveaux. Symboliquement, ce compromis s'exprime dans l'existence des coupes nationales où les clubs amateurs peuvent s'affronter aux professionnels, et quelquefois les vaincre, et dans des championnats fonctionnant selon le principe de la promotion et de la relégation. Un club venu du fond des compétitions régionales comme Auxerre peut accéder en quelques années à la première division ou un grand club comme Newcastle végéter en deuxième division pendant plusieurs saisons. Les événements de l'été montrent bien que ce compromis se défait au profit des clubs, c'est-à-dire les grands clubs, et donc des financeurs du football professionnel, sponsors mais surtout médias, au détriment des fédérations nationales et internationales, pour l'organisation des compétitions et des principes qui président à ces compétitions.

Les manœuvres engagées par Media Partners ou Rupert Murdoch ont bien démontré que, pour reprendre diverses formules utilisées par les consultants financiers spécialisés, le football « n'a rien à voir avec l'affectif », que « ce n'est plus un passe-temps pour hommes fortunés » ou que « l'argent du football s'est aussi professionnalisé ». Durant la Coupe du monde, on en a vu le sens. C'est le poids des sponsors qui fait penser que Ronaldo a sans doute été obligé de jouer la finale malgré ses blessures. C'est ce jugement, exprimé plus ou moins fortement par différents entraîneurs, que le niveau de la compétition n'avait pas été très élevé, tout simplement parce que le meilleur football se

joue maintenant dans les clubs qui sont devenus les acteurs dominants du football; en témoigneraient aussi bien le bon esprit des matches ou le fait que la totalité des transferts ait été réalisée avant la compétition. C'est peut-être surtout la négociation des droits pour la Coupe du monde de 2002 qui a fait dire que « la Coupe du monde en France est la dernière Coupe du monde des pauvres », l'achat des droits de retransmission par le groupe de médias de Léo Kirch ayant pour conséquence de rendre l'accès à l'intégralité de la compétition uniquement possible aux téléspectateurs capables de payer l'abonnement aux nouvelles chaînes de télévision à péage. Car c'est cette perspective du contrôle de l'accès aux images du football, rendu possible par le développement du *pay per view*, et des revenus qui en sont tirés qui constitue la toile de fond des nouvelles offensives pour s'assurer le contrôle du football.

Premièrement, il y a la proposition par le groupe Media Partners, représentant directement ou indirectement les principaux groupes de médias investis dans le football (comme celui de Silvio Berlusconi ou de L. Kirch), de l'organisation d'une nouvelle compétition, une superligue européenne, qui réunirait dix-huit clubs invités, pour plusieurs années, pour leur contribution au patrimoine du football et leur garantirait le maintien au sein d'une élite du football qui ne connaîtrait pas les affres de la qualification, les risques de la rétrogradation ou de l'élimination prématurée qui privent les clubs de recettes. Pour l'équité sportive, dix-huit autres équipes seraient qualifiées pour leurs performances annuelles dans leurs championnats respectifs. L'argument est que les plus grands clubs (les clubs milanais, le Real de Madrid, l'Ajax d'Amsterdam, etc.) ne sont pas suffisamment rétribués et courent trop de risques au regard de leur réputation, des moyens financiers qu'ils investissent dans le football et des recettes télévisées qu'ils génèrent que, jusqu'alors, l'UEFA avait la charge de redistribuer aux différents niveaux du football européen.

La deuxième grande nouvelle concerne un des clubs pressentis, Manchester United, considéré comme le plus riche du monde. Rupert Murdoch propose de racheter le club anglais pour la somme de 650 millions de livres. Pourquoi ce rachat ? D'un point de vue mercantile, il s'agit de tirer profit de l'image internationale du club qui fait que si Manchester achète un joueur japonais, cela garantit la vente de centaines de milliers de maillots du club au Japon. Mais surtout, propriétaire de Fox Télévision, de la principale chaîne câblée sportive aux États-Unis, de la chaîne satellite, B Sky B, titulaire des droits de retransmission de la Premiership, la première division anglaise, mais aussi de multiples chaînes en Asie, d'un club de base ball aux États-Unis, il s'agit pour Rupert Murdoch d'intégrer directement un des principaux produits, le football, qui assure le développement des programmes télévisuels sur les chaînes à péage.

Une évolution largement engagée

Cette stratégie d'intégration n'est pas nouvelle, c'était celle de Canal Plus avec le Paris Saint-Germain, ni les idées de création d'une compétition où les plus riches seraient protégés et dont Silvio Berlusconi s'était fait le porte-parole dans les années quatre-vingt, au moment où les télévisions ont investi massivement dans le football, faisant des recettes provenant des matches disputés dans les coupes européennes une condition nécessaire à la bonne santé des clubs. C'est sous cette pression que l'UEFA avait déjà organisé, en lieu et place d'une Coupe d'Europe par tirage au sort et élimination directe, la *Champions' League*, un mini championnat, qui accordaient des avantages considérables aux grosses équipes à la fois par la multiplication des matches générateurs de recettes au guichet et à

la télévision et le droit au second de certains championnats (Italie, Allemagne, Angleterre, Espagne, France, notamment) de participer. Et c'est finalement un système de ce type qui sera finalement mis en place par l'UEFA, sous la pression des clubs réunis dans Media Partners, à partir de 1999 avec des règles de participation très complexes tenant compte de la réputation des différents championnats mais assurant aux grands clubs un nombre minimum de matches et une moindre concurrence des petits clubs.

Un bon exemple des effets de cette rationalisation économique est fourni par l'évolution du football anglais depuis 1990. À la suite de la catastrophe de Sheffield-Hillsborough et des recommandations concernant l'amélioration de la sécurité, les clubs anglais les plus puissants se sont lancés dans un programme de modernisation des stades (places assises, augmentation du confort) et de la gestion des clubs (développement du *merchandising*, diversification des activités du club comme la restauration ou l'organisation de séminaires). Ils ont imposé la création d'une nouvelle organisation, la Premier League (correspondant à la première division), autonome par rapport aux autres divisions professionnelles (même s'il existe toujours le système de promotion et de relégation) et négociant les ressources supplémentaires qui garantissent le succès sportif et économique, comme la négociation de contrats avec la chaîne de télévision payante B Sky B pour la diffusion sur satellite des matches de la Premiership ; ce qui assure jusqu'à 2001 des revenus annuels de 670 millions de livres (contre 125 pour les 72 autres clubs des divisions inférieures) et minimise les risques de la relégation. Et finalement, ils ont imposé la cotation en Bourse qui assure des ressources nouvelles pour l'investissement et l'achat de joueurs.

Mais l'offensive estivale prend sens dans le contexte d'une prochaine renégociation des droits de retransmission des différentes compétitions de football et d'une remise en question possible, par les commissaires européens, du droit des fédérations ou des ligues à négocier collectivement ces droits. Pour un club de grand renom, il s'agit donc de se préparer à traiter individuellement avec les chaînes de télévision à péage (ce sont déjà les contrats signés en Italie ou en Allemagne), ou collectivement dans le cadre de Media Partners ou du G 14 qui réunit maintenant quatorze des équipes pressenties pour la Superligue et qui joue le rôle de groupe de pression.

On est donc bien au-delà de la question du rôle de l'argent dans le football qu'on connaissait sous la forme du paternalisme de Peugeot, du mécénat ou des tricheries et de la corruption pour obtenir le gain d'un match. L'utilisation de l'argent s'inscrivait alors dans le cadre d'une conception artisanale de la lutte contre l'incertitude et d'une acceptation des règles du jeu sportif : mettre de l'argent dans le sport, c'était la recherche de la maximisation du succès sportif, avec la perspective de retombées politiques, économiques ou symboliques, avec tous les aléas que cela comportait. Ces nouveaux acteurs du football recherchent la maximisation du profit et cherchent à fixer les nouvelles règles ou les nouvelles interprétations des règles qui garantissent cette maximisation.

La fin d'une certaine culture du football

Si les championnats sont déjà souvent et depuis longtemps des championnats à deux vitesses, la reconnaissance du caractère essentiellement économique du football, quels que soient les compromis présents, tend vers l'organisation de nouvelles compétitions et la relativisation, voire la disparition, en raison des surcharges de calendrier, des épreuves qui définissaient le temps et l'espace du football comme les championnats nationaux, les coupes et même les équipes nationales, par manque d'audience télévisuelle ou risque de

blessure des joueurs. L'inégale répartition des revenus de la télévision approfondit l'écart entre petits et grands clubs, petits et grands championnats, joueurs moyens et stars, ceux qui peuvent tirer profit de la libéralisation de la circulation et ceux qui ne le peuvent pas. Cela ne crée pas mais renforce la dualisation avec à terme l'officialisation, comme au moment de la reconnaissance du professionnalisme, de deux footbals.

C'est l'injustice sportive qui est alors dénoncée dans un tel processus. Ceux qui ne réussissent pas sur le terrain seront tout de même récompensés puisqu'ils sont invités par la Superligue. Le cas du Milan AC est intéressant : voilà un club qui a effectivement dominé le football européen pendant quelques années, qui est un des grands noms du football, mais qui peine depuis plusieurs saisons à gagner son championnat et à se qualifier pour des épreuves européennes, et qui pourtant, comme Dortmund ou Liverpool, se porte candidat à une compétition alors que ses résultats sportifs sont plutôt modestes ces dernières années.

Ce sont ainsi des compétitions qui changent et un imaginaire du sport dans nos sociétés qui se transforme : le compromis du football qui fait entrer celui-ci dans la sagesse populaire se rompt, notamment à travers les stratégies qui visent à échapper aux risques de l'insuccès. Il y a d'abord la tentation pour les plus grands de préserver la situation acquise et de ne plus définir le football comme l'ensemble des équipes qui jouent au football, mais comme l'ensemble des pairs qui jouent dans la même catégorie.

Mais il y a aussi la rupture du lien entre le club et son territoire. On le voit à travers le caractère abstrait de la société anonyme : un club est un nom qui vaut sans référence au lieu où il est né et pourrait déménager, selon les opportunités immobilières, comme le font les clubs américains ou comme la dénomination des clubs de basket en Italie le fait pressentir (Benetton, Kinder) ou de jeu à XIII en Grande-Bretagne (qui s'appellent les *Lions* ou les *Tigers*).

On le voit au fait que l'attachement à un club ne passe plus nécessairement par la participation à un rituel collectif, le match, par l'appartenance à une ville ou à une nation, mais par la télévision, la preuve de la popularité étant le nombre de maillots de Manchester achetés à Sao Paulo ou à Leeds. La télévision brise le sacro-saint rituel des matches disputés au même moment sur un territoire national donné. Cet aspect fondamental de la production d'une communauté nationale s'efface. Ce qui va bien, en Angleterre par exemple, avec la fin du *Welfare*, puisqu'ici le football doit son expansion à la mise en place du grand compromis social après les grèves de 1926, lequel se défait avec le thatchérisme et se confirme avec le blairisme au nom de la flexibilité et de l'initiative individuelle. C'est aussi la question du sens des équipes nationales dans un jeu où, pour les joueurs et pour les dirigeants, c'est le club qui importe. Ici, il faut un grand événement médiatique, la Coupe du monde ou la Coupe d'Europe des nations pour venir redonner du sens à l'identification nationale.

On le voit aussi à travers les transformations des liens entre les joueurs et le collectif que représente l'équipe : un joueur change de club selon sa valeur et les moyens, et non par fidélité ; un joueur n'est pas formé par un club pour porter les couleurs de l'équipe, « pour l'amour des couleurs », mais parce qu'on doit, par souci de rentabilité, former un produit vendable sur le marché. D'où le caractère désuet de la référence au maillot ou au club : une équipe n'est plus, si tant est qu'elle l'ait été de façon aussi pure, un collectif représentant une entité supérieure, mais un rassemblement d'individualités qu'il faut approcher individuellement et qui ne devient un collectif que par la négociation bien comprise de leurs intérêts.

Ainsi aussi le supportérisme. Un autre aspect de ces changements, c'est la

transformation du supporter en consommateur et la marginalisation du spectateur non solvable sous l'effet de plusieurs facteurs. D'abord, pour les clubs qui bénéficient d'un public important, il est aisé de hausser le prix des places ou de réserver la vente à ceux qui prendront des abonnements à l'année. Ensuite, la diversification des produits « football » tend vers une définition multispectacle et multiproduits du match. C'est le sens du *merchandising* : développement des boutiques des clubs où on peut acheter les maillots, qui changent tous les ans de *design* pour obliger chaque année à réinvestir, et divers objets marqués aux armes du club, et de toutes les consommations induites, journaux, nourriture, etc. Le mouvement de rationalisation des clubs anglais est aussi celui d'une aseptisation des stades au nom aussi bien de la lutte contre la violence des hooligans, pour l'amélioration de la sécurité (éviter tout nouvel Hillsborough), que contre tous les comportements « abusifs » (insultes, chants, etc.) et la recherche d'une bonne image de fraternité et de consommation heureuse, le marketing du bonheur. On peut arguer du hooliganisme ou des « mauvais comportements », mais pour les fans, c'est la question de l'ambiance et de la volonté de marquer sa présence et son attachement à ce que représente le club. La conséquence de cette américanisation des stades, c'est cette rupture dans la constitution des identités collectives et dans les modes de vie : le football est devenu, pour les plus jeunes des populations les plus pauvres, essentiellement une expérience télévisuelle. La perte de prépondérance des spectateurs dans le revenu des clubs pourrait conduire, selon des propos prêtés à Silvio Berlusconi, à proposer gratuitement l'accès au stade afin de bénéficier au maximum du fameux « 12e homme » et d'avoir, avec ce public, un bon décor pour les retransmissions télévisées.

Enfin, on peut s'interroger sur le sens du football quand on envisage de transformer ses règles afin de le rendre plus spectaculaire. On dit volontiers que l'enjeu tue le jeu. Le manque de prise de risque, les stratégies défensives, les qualités physiques des joueurs, tout cela concourt à produire souvent des matches décevants. La Coupe du monde aux États-Unis avait donné lieu à nombre de spéculations et propositions de modifications des règles en vue de séduire le public américain : la suppression du hors-jeu, l'augmentation de la taille du terrain et des cages de but, passer de onze à dix, partager le match en quatre périodes, faire intervenir les remplaçants quand on le souhaite, etc., mais c'est aussi la création de ce championnat européen qui ne connaîtrait ni montée, ni descente et pourrait assurer, pour cette raison, un spectacle satisfaisant car les rencontres seraient vidées d'une partie de leurs enjeux trop paralysants. On voit bien que, dans ce cas là, c'est toute la vision du monde contenue dans le football qui est en jeu. Qu'en est-il du mérite quand les équipes se sélectionnent entre elles sur des critères financiers et non sur des critères sportifs ou quand la suprématie sportive est assurée par la capacité à acheter les joueurs disponibles sur le marché pour priver les autres des joueurs de qualité ? Qu'en est-il de la chance quand on récuse le risque au nom qu'il mettrait en péril la santé financière d'un club ? Qu'en est-il de la place de l'erreur quand on cherche à la pourchasser par la vidéo ? Que deviennent l'égalité et le respect, quand seuls sont autorisés à concourir les seuls pairs qui refusent de rencontrer les autres équipes ? Et du coup, que devient l'exploit si ce n'est la définition programmée du spectacle, si on ne se donne pas la possibilité que le grand soit éliminé par le petit ? Mais c'est aussi le rapport au temps qui est en jeu : l'ennui, la lenteur ou l'attente ont peut-être aussi des vertus.

Le football ne fait ici que reproduire, à sa manière, les grandes interrogations provoquées par le processus de mondialisation. À ce titre, il reste un enjeu qui n'oppose pas seulement les passésistes aux modernistes mais aussi pour ceux qui continuent à penser que si le sport en général, et le football en particulier, a un sens c'est parce qu'il est univers de règles qui s'imposent à tous. Que signifie une société dont une partie des membres se retirent du jeu ou se protègent de ce qui est le lot commun ? Que signifie une société où la force, ici la force économique, n'est plus régulée par le droit ? Que signifie

une société qui ne se pose plus les problèmes d'intégration dans l'ensemble des activités qu'elle propose ? Que signifie une société où n'existe qu'un seul ordre de jugement de l'excellence ? Si on prend au sérieux la proposition selon laquelle le football nous donne à voir une société proprement humaine, quelle image de l'humanité nous est renvoyée dans une telle évolution ?

Un cercle vertueux ?

On assiste donc à la fin de l'exception sportive : les lois du marché s'imposent au sport avec leurs propres définitions de ce qui est juste dans le sport. On peut avoir une vision très nostalgique de ces évolutions, comme si le football d'avant était l'image de la démocratie. Mais ne surcharge-t-on pas de trop de sens le football quand on lui prête toutes ces qualités ? On peut aussi avoir une vision très positive de ces évolutions puisqu'elles accentuent le processus de détachement de l'individu de toute forme d'appartenance ou rompent avec des pratiques dans lesquelles l'idéal sportif était déjà bafoué et qui coûtaient à la collectivité.

Ainsi le football comme business ou le club comme entreprise. Quels sont les avantages ? Comme il y a un scénario catastrophe de la mondialisation du football, il y a un scénario vertueux de sa rationalisation économique. Premier avantage qui n'est pas mince, la responsabilisation des dirigeants du football par rapport à l'argent. Le football a souffert longtemps du déficit permanent, des gâchis au nom de rêve de grandeur ou à cause de la simple mauvaise gestion. Dans la nouvelle logique, si un club disparaît c'est parce qu'il n'est pas rentable, qu'il ne correspond plus à une demande et c'est alors un bien pour la collectivité. C'est alors à la collectivité de savoir quel type de club de football elle souhaite, quels moyens elle compte mettre en œuvre et comment elle contrôle la gestion de ces moyens. C'est la démarche qu'on voit apparaître dans les grandes villes françaises (Nantes, Strasbourg) quand les villes se désengagent du football professionnel ou veulent utiliser le droit de regard que leur donne leur participation au financement du club.

Mais le souci de la rentabilisation suppose la professionnalisation, celle de la gestion de l'argent mais aussi celle de l'accueil des supporters, de leur confort et de leur sécurité, ce qui n'est pas nécessairement les transformer en simples consommateurs. Si le club veut des spectateurs, il doit les séduire aussi bien par le jeu qu'il propose que par les services qu'il propose. Cela signifie le développement d'emplois. Cela signifie aussi que, à rebours de la mondialisation des audiences visées par certains clubs, la mobilisation des références locales constitue les éléments de définition d'une image originale. Ainsi, Newcastle, Lens, Marseille, Barcelone, Bilbao sont des exemples de réussite de l'affirmation d'un lien fort entre un club et une ville ou une région. Mais ce peut être aussi l'investissement, comme cela se déroule en Angleterre avec les programmes "Football in the Community" ou "Kick racism out of football", dans des projets éducatifs et sociaux relevant des politiques urbaines qui sont à la fois des contributions à des causes (lutte contre la violence, contre l'échec scolaire ou contre le racisme) et une forme d'intérêt bien compris en créant des liens avec des populations jusqu'alors exclues des stades.

C'est aussi ce qui se produit par la circulation des joueurs. L'argent investi dans le football permet l'amélioration du spectacle et du jeu par la présence de joueurs étrangers de talent, qui attirent les spectateurs. Comme le spectacle est meilleur, les contrats avec Canal Plus ou avec B Sky B n'empêchent pas les spectateurs français et anglais de se rendre au stade. Mais en Angleterre, en plus, cela se traduit par une diversification des

styles de jeu et une ouverture au monde extérieur, le football ne se réduit pas au championnat anglais et au classique et laborieux *kick and rush*. C'est une sortie de l'esprit de clocher, l'aliment du hooliganisme, puisqu'on se réfère à des équipes « globales » et non plus locales. De plus, le meilleur accueil et la meilleure sécurité ont permis d'accueillir de nouveaux spectateurs, les femmes, les familles et les minorités ethniques.

Arguments pour la régulation

On voit bien ce qui, du point de vue de la juste concurrence, empêche la réalisation de ce cercle vertueux. Si l'entrée en Bourse des clubs anglais ou l'existence de la DNCG en France pour contrôler l'équilibre financier des clubs peuvent produire de la transparence ou de la bonne santé économique, il reste des injustices quand, dans certains pays, le déficit des clubs est une institution, comme en Espagne ou en Italie, autorisant des surenchères salariales ou le quasi-pillage des clubs formateurs ou des « petits » pays, qu'ils soient au Nord, à l'Est ou au Sud. D'autre part, on voit bien que l'entrée en Bourse qui a l'avantage d'obliger à la transparence comporte le risque de la réduction des compétiteurs et de la constitution d'un cercle d'élus. Ainsi en Angleterre, si près d'une vingtaine de clubs sont entrés en Bourse, seuls trois ont vu leurs valeurs boursières augmenter. Il y a donc un intérêt à trouver des règles communes afin de protéger le football de l'éclatement de la bulle spéculative ou du retrait possible des télévisions hertziennes pour qui le football n'est peut-être plus le produit rentable qu'il était, et pour maintenir la plus grande diversité possible des clubs pouvant prétendre à la participation au haut niveau; tout comme il y a intérêt à imposer des règles communes pour que tous les clubs soient placés dans des conditions d'égalité, ceci afin de réaliser les exigences d'égalité et d'incertitude, centrales pour l'existence du sport comme univers autonome.

Tout cela fait des chantiers qui concernent aussi bien les différents États que la Communauté européenne. D'un côté, il y a la possible autorisation des clubs français à se constituer en société anonyme ou les modifications du statut des joueurs et de leur fiscalité, de l'autre, il y a la possible mise en place d'une commission européenne de contrôle de la gestion des clubs européens qui, si on applique le principe de la suppression des subventions publiques aux clubs professionnels, devrait en même temps interdire les politiques de déficit et soumettre les clubs professionnels à des règles égalisant leur mode de financement. Il y aurait aussi la question de la protection des clubs formateurs et des jeunes joueurs, ou celle de la réglementation des relations avec l'Europe de l'Est ou l'Afrique, pour déterminer des règles qui soient justes pour l'équité sportive parce qu'elles sont justes eu égard aux droits de l'homme (on fait référence ici aux révélations sur les trafics de jeunes joueurs africains vers l'Europe).

Mais c'est aussi un étonnement que l'argument de l'égalité et de l'incertitude n'ait pas été utilisé par les promoteurs de la Superligue qui aurait pu être définie comme la meilleure organisation possible pour que soient réalisées ces exigences. Pourtant, c'est que qui est au principe du fonctionnement des ligues professionnelles américaines auquel tous les nouveaux projets font penser : maximisation du profit, nombre limité de clubs, absence de promotion ou de relégation. Le cas américain vaut d'être rappelé, non pour fournir un modèle qui pourrait être suivi, mais simplement pour montrer, d'une part, qu'il existe bien une exception sportive, à savoir que le sport pour fonctionner a besoin de cadres légaux spécifiques et d'autre part, les implications de la recherche de l'égalité et de l'incertitude sur le mode de fonctionnement des ligues.

Déjà, le sport professionnel américain constitue une dérogation aux lois antitrust. Il y a

bien une exception sportive qui autorise la limitation du nombre de clubs, la cartellisation au sein d'une ligue pour négocier les droits de retransmission avec les grands réseaux de télévision (ABC, NBC et CBS) et, au sein des ligues, l'élaboration des règles communes pour limiter et contrôler les inégalités entre clubs, que ce soit les règles du jeu, le calendrier mais aussi les règles de transfert (le *draft* : l'équipe la moins bien classée a la priorité pour choisir parmi les nouveaux joueurs entrant sur le marché), par le système de la limitation de la masse salariale (le *salary cap*, ce qui est à l'origine de la grève de la NBA aujourd'hui), et par le partage, plus ou moins égalitaire selon les sports, des recettes au guichet et celles provenant de la télévision. Mais c'est aussi une organisation qui n'interdit pas l'intervention publique, moins parce que les villes financeraient librement les clubs des différents sports que parce que les clubs, et les franchises qui déterminent un quasi-monopole pour un club sur un espace géographique, négocient leur maintien ou leur départ d'une ville en exerçant une pression sur les villes pour qu'elles financent les stades et les équipements. 80 % des enceintes sportives sont ainsi la propriété des villes et sont financées par les impôts.

C'est bien sûr un principe différent d'organisation du sport : à aucun moment il n'a été question d'unité de tous les niveaux du sport comme le sous-tend le principe des organisations en fédérations. Il est fondé sur l'intérêt bien compris : c'est parce qu'on peut garantir l'incertitude des résultats qu'on attire du public et empêcher d'autres ligues concurrentes. Mais du point de vue de l'amateur de sport, il a l'inconvénient de ne pas assurer la représentation de toutes les parties du territoire (il faut alors se retourner vers le sport universitaire), et ce modèle est aujourd'hui menacé par l'irruption du *pay per view* et des réseaux possédés par Murdoch ou d'autres.

Revenir sur la Coupe du monde

Mais la régulation signifie aussi l'établissement d'un autre rapport entre le football et la société, c'est-à-dire sortir de la fiction que le sport agit par ses propres vertus sur le social. L'égalité et l'incertitude, le mérite, l'identification, etc., sont des valeurs mobilisatrices mais ce sont les forces sociales qui leur donnent leurs formes particulières selon les sociétés. Peut-être faut-il repolitiser le football, non au sens d'étatisation, ni au sens de parti pris idéologique, mais au sens où il prend en charge les questions émanant de la société qui lui donnent son importance. D'autant que les instances internationales du football expriment à propos du dopage et des questions de sécurité la nécessité de retrouver le contact avec des États qu'on avait éventuellement considéré avec mépris quand tout marchait bien, que le sport était autonome.

Le modèle anglais est à la mode, reprenons, à titre d'exemples, quelques-unes de ses traductions dans le football. Après Hillsborough, Margaret Thatcher s'est donc lancée dans une campagne pour la modernisation du football anglais vue comme moyen d'éradiquer le hooliganisme et comme application des principes du libéralisme au football. On a eu à cette occasion la manifestation des trois modes de régulation utilisés pour faire face à un problème social : la régulation par le marché (transformation du supporter en client et sélection de la clientèle); la régulation par le pénal (création de nouveaux délits, répression accrue) ; régulation par le social. Cette régulation par le social a signifié le lancement d'initiatives diverses, "Football in the community", "Kick racism out of football", "Asians can play", etc., orientées vers l'implication des clubs de football dans les projets sociaux et éducatifs locaux, dans les campagnes contre le racisme ou dans la promotion des minorités. Mais revenons sur la régulation pénale et policière, d'autant que la sécurité

lors de la Coupe du monde en France a obéi en partie à un modèle anglais : suppression des grillages, responsabilité de l'organisateur dans le stade avec le système des stadiers et de la police à l'extérieur. Si on rajoute quelques principes supplémentaires, on aussi le principe du traitement différencié des supporters (ne pas tous les considérer *a priori* comme des hooligans) et la recherche sur l'ensemble du territoire anglais d'un traitement égal des supporters. Ce qu'on voit à travers le football, c'est un nouveau type de contrat qui s'est établi, non sans mal, entre la société et sa police. Le football -la manière dont il a été pris en compte par l'État ou les partis, les débats qu'il a engendrés, les examens de conscience qu'il a provoqués - a sans doute joué un rôle considérable dans l'évolution politique et culturelle de l'Angleterre. Le blairisme est en partie le résultat d'Hillsborough. Dans sa campagne électorale, Tony Blair avait beaucoup insisté sur la nécessité de renouer les liens entre le football et la société. Il est vrai que, depuis, ses amitiés murdochiennes ont un peu limité ses projets de redonner le football au peuple. Il n'empêche qu'il a mis en place une *Task Force* chargée de suivre quelques-uns des dossiers où le football est le plus en contact avec la société, que ce soit celui du racisme ou celui des relations entre les clubs et les intérêts économiques.

Même si en France le football occupe une place moindre qu'en Angleterre, il n'empêche qu'à sa petite échelle, il exprime parfaitement ce que sont les tensions qui traversent la société. Le hooliganisme apparaissant dans les années 1980 représente cette entrée de la France dans une nouvelle culture internationale du supportérisme, dans l'usage de la violence comme mise en scène de soi ou de l'affirmation parmi les jeunes Français « de souche » d'une pensée populiste fondée sur l'exclusion, en plus de bien d'autres choses. Tout a été dit à propos de la Coupe du monde et des célébrations, de la réconciliation de la France avec elle-même à la consécration du modèle républicain d'intégration ¹. Mais une foule dans les stades est par définition hétérogène et les foules des rues de France, les 12 et 13 juillet, n'étaient pas très différentes : il y avait bien tout le monde, et aussi ceux qui n'y étaient pas. Rien de plus symbolique à ce propos que le numéro de *l'Express* paru après la victoire où coexistaient deux articles : l'un célébrant en effet le creuset français et l'autre montrant l'implantation durable du Front national parmi les jeunes et les jeunes adultes. Aujourd'hui, le football dans les petits clubs et dans les banlieues montre aussi bien la violence ordinaire qui s'étend au sport, qu'il montre la montée de couches issues de l'immigration, faites d'éducateurs sociaux ou sportifs, d'entrepreneurs, dont on attend qu'ils trouvent leur place dans les instances représentatives politiques ou sportives, comme d'ailleurs les supporters qui soutiennent régulièrement leur équipe. Peut-être aussi, puisqu'une des grandes questions de la période est celle de la sécurité, y a-t-il quelques leçons à tirer de la manière dont on a travaillé durant la Coupe du monde dans le domaine de la sécurité, au-delà de l'expérimentation des procédures accélérées ?

L'enjeu peut être, dans la perspective d'une réalisation des attentes identifiées lors des célébrations de la victoire du 12 juillet, de promouvoir d'autres figures du peuple que celles qui ont été proposées lors du Mondial : le peuple-opinion sur lequel ont « surfé » président et Premier ministre; la communauté émotionnelle proposée par les médias et reprise par les hommes politiques; ou le peuple-exclusion représenté par les hooligans allemands et anglais, mais aussi par tout un ordinaire de la vie des tribunes des stades de football. Seraient en question ici aussi bien le traitement des violences et des incivilités dans le football que la place que celui-ci peut tenir dans la représentation des transformations de la société française.

1. Joël Roman, « On a gagné », *Esprit*, août-septembre 1998, et Pascal Duret, « Les Bleus, la coupe et les Français », *Esprit*, octobre 1998.